

*Le Moyen-Orient a longtemps été un terrain d'influence pour les États-Unis. Le retrait de la présence américaine en Afghanistan a fait basculer l'équilibre de la région. Analyse croisée de **Fabrice Balanche** et de [Roland Lombardi](#) pour [Atlantico](#) 31 mars 2024*

Atlantico : Longtemps le Moyen-Orient a été un terrain d'influence pour les puissances telles que les États-Unis ou la Russie. Mais occupé par d'autres enjeux, elles se sont désintéressées de la région. Le recul progressif des Américains a-t-il été un facteur de déstabilisation pour le Moyen-Orient ?

Fabrice Balanche : Avec le déclin puis la chute de l'URSS, au début de la décennie 1990, les États-Unis sont devenus hégémoniques au Moyen-Orient. La première guerre du Golfe, en 1990-1991, constitue l'avènement du moment américain, la deuxième guerre du Golfe, en 2003, et l'occupation américaine de l'Irak représente son paroxysme. Cependant, la transformation de l'Irak en une démocratie anti-iranienne, comme le pensaient les néo-conservateurs américains à l'initiative de l'intervention militaire, a échoué. L'Iran a tiré profit des déboires américains, auxquels la République islamique a largement contribué, pour faire de ce pays son vassal désormais.

Durant son premier mandat, en 2008-2011, les priorités de Barack Obama sont d'enlever les troupes américaines d'Irak et de se tourner vers le pivot pacifique, car il est préoccupé par la montée de la puissance chinoise dans cette région. Il laissera John Kerry, son ministre des Affaires étrangères (2008-2011), s'épuiser à tenter de trouver une solution entre les Palestiniens et les Israéliens, mais sans illusion. Lorsque le printemps arabe éclate, Barack Obama reste en retrait déléguant à la France et la Grande-Bretagne le soin de s'occuper de Kadhafi. Il hésite en Syrie, car il ne veut pas s'engager dans un nouveau borborygme et finalement il est obligé d'intervenir directement en 2014, mais contre l'Etat Islamique. Donald Trump et Joe Biden n'ont guère plus d'appétence pour les affaires du Moyen-Orient et se concentrent sur les menaces chinoise et russe, depuis l'offensive de Moscou en Ukraine.

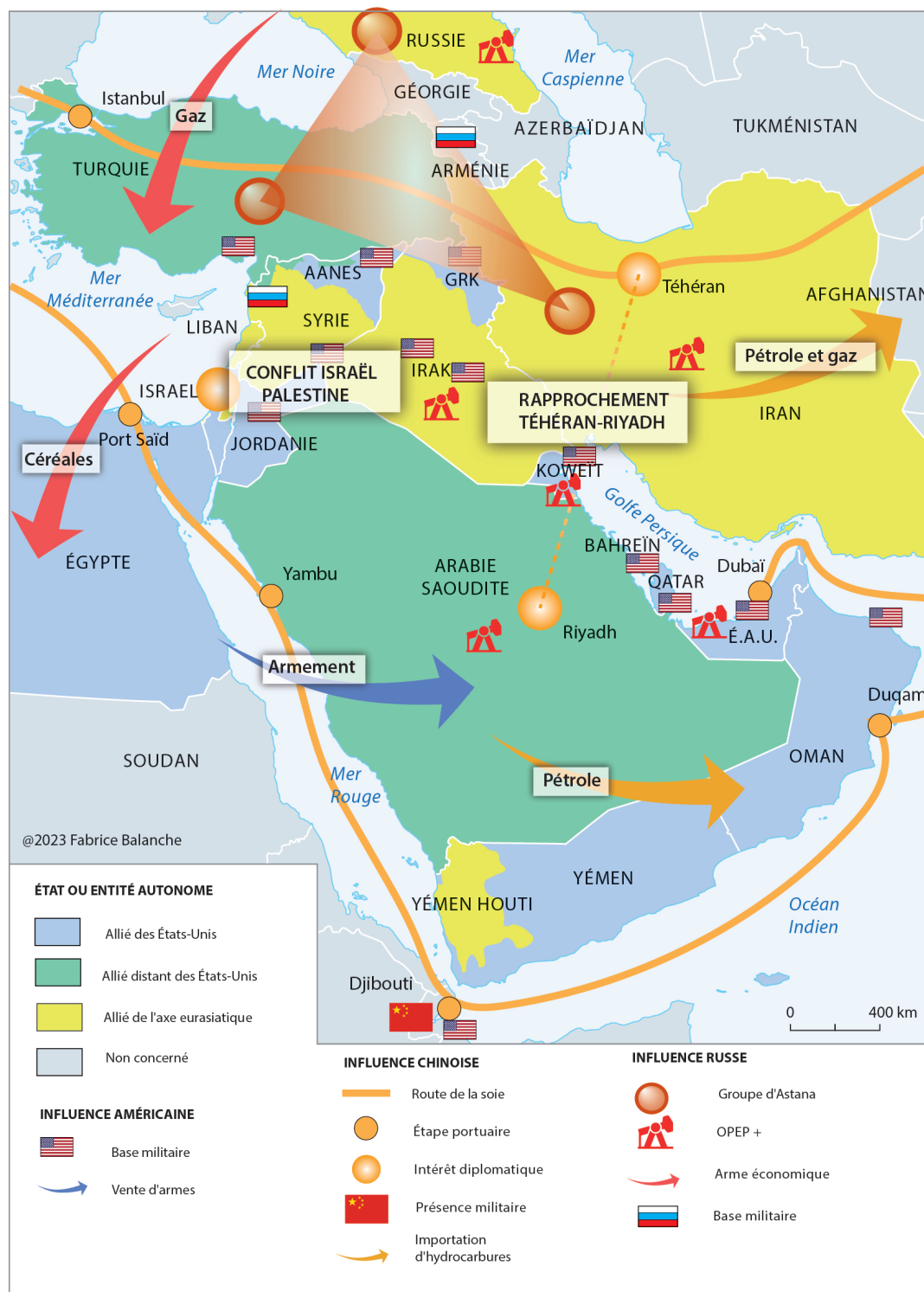
Le retrait américain du Moyen-Orient est progressif, irrégulier et partiel. Les États-Unis continuent de soutenir Israël et d'apporter leur protection aux pétromonarchies du Golfe. Ils s'effacent graduellement du Levant (Liban, Syrie et Irak) qui ne présente pas des intérêts stratégiques et économiques majeurs pour eux. Ils sont remplacés par l'Iran et la Russie dans cet espace géopolitique tampon : c'est effectivement ce qui crée de l'instabilité. Mais il ne faut pas négliger les facteurs internes à ces pays qui la nourrissent.



Le Moyen-
Orient
s'émancipe
des Etats-Unis

20-LE MOYEN-ORIENT S'ÉMANCIPÉ DES ÉTATS-UNIS

La bascule vers le pivot eurasiatique



Roland Lombardi : Tout d'abord, il faut bien rappeler que la Russie, elle, a toujours dans la région une influence certaine et conséquente, notamment depuis 2015 (et son intervention réussie en Syrie). Influence que j'avais annoncée et expliquée dans mon ouvrage de 2020, *Poutine d'Arabie*. Et la guerre en Ukraine n'a aucunement affaibli les Russes au Moyen-Orient, bien au contraire ! J'en veux pour preuve que, même si certains ont condamné (du bout des lèvres) l'invasion de l'Ukraine par les troupes russes en février 2022, tous les pays arabes (et au passage comme Israël !) n'ont voté aucune sanction contre Moscou (afin de préserver leurs partenariats avec la Russie et leurs propres intérêts – à l'inverse de l'Europe ! – notamment pour le blé et le pétrole). Ils ont même depuis développé leurs bonnes relations avec elle, et ce, en dépit des pressions formidables de Washington, preuve s'il en est de la perte croissante de l'influence américaine.

Il suffit également de se souvenir de l'épisode terriblement révélateur et hautement symbolique de juillet 2022. L'humiliation lors de la visite de Joe Biden en Arabie saoudite et le refus et le véritable bras d'honneur lancé par le prince héritier saoudien MBS au locataire de la Maison-Blanche, lorsque ce dernier lui avait demandé d'augmenter, dans le cadre de l'OPEP, la production de pétrole pour faire baisser les prix sur les marchés mondiaux dans le but de « ruiner » la Russie (grande exportatrice de brut), puisque les sanctions occidentales n'avaient finalement pas le succès escompté. Pire, le futur roi saoudien avait même fait par la suite réduire la production (et donc fait flamber les prix) en accord... avec les Russes ! Confirmant et consolidant ainsi son partenariat historique avec Poutine depuis les accords OPEP+Russie signés en 2017 ! Impassable il y a encore dix ans !

Concernant les États-Unis, je rappelle toutefois (et tous les observateurs sérieux sont d'accord sur ce point) que de 1993 à 2016, de Bill Clinton à Barak Obama, en passant par Georges W. Bush, soit durant presque trente ans de politique démocrate et néoconservatrice, ce sont les Américains qui n'ont fait que déstabiliser la région ! Les quatre ans du mandat de Trump n'auront été qu'une courte parenthèse dans cette politique catastrophique basée sur les idéologies et de retour avec l'administration démocrate de Biden. Car grâce à son réalisme et son pragmatisme, certes cynique mais efficace, Trump fut d'abord le premier président américain à ne pas déclencher de conflit dans la région (et ailleurs) ! D'après certaines sources, de 1990 à 2016, Washington aurait dépensé entre 5 000 et 10 000 milliards de dollars dans ses guerres au Moyen-Orient ! Pour le businessman Trump c'était inadmissible et une folie, surtout au vu des résultats plus que désastreux !

Donc, poursuivant et confirmant le désengagement américain de la zone, initié par Obama, (les États-Unis n'ayant plus besoin du pétrole moyen-oriental grâce à leur gaz et pétrole de

schiste), et afin de se concentrer sur la Chine, le véritable et grand danger géostratégique des Américains, l'ancien président voulait laisser derrière lui une alliance d'États clients des États-Unis (dans le sens romain et commercial du terme) qui auraient alors « géré » la région et ses problèmes. Cela avait bien commencé avec notamment les accords d'Abraham qui n'auraient jamais vu le jour sans les pressions de Trump.

Totalement disruptif et adepte d'un unilatéralisme brutal, la stratégie du 45^e président américain pour atteindre ses objectifs était basique : taper au portefeuille !

S'il avait été réélu, l'Arabie saoudite de MBS aurait rejoint ces accords. Et surtout, grâce à sa guerre économique totale et sans répit contre l'Iran et devant l'asphyxie croissante de l'économie du pays, il aurait réussi à forcer les mollahs de Téhéran, qui pour sauver leur régime, seraient revenus à la table des négociations sur le nucléaire. Comme l'Autorité palestinienne et même le Hamas qui auraient finalement été obligés de signer son fameux « Big deal » avec l'État hébreu (j'y reviendrai).

Après les attentats du 7 octobre et le début de la guerre qui en découle, les acteurs régionaux se sont tout de même tournés vers les États-Unis pour mener des actions diplomatiques. Quel est le rôle réel des Américains aujourd'hui au Moyen-Orient ?

Fabrice Balanche : Après les massacres du 7 octobre et l'intervention israélienne à Gaza, les États-Unis ont tout de suite apporté leur soutien diplomatique et militaire à Israël. Washington montre ainsi qu'il est solidaire de son allié de toujours au Moyen-Orient et qu'il n'est pas dupe du rôle de l'Iran dans cette attaque, car le Hamas appartient au soi-disant « axe de la Résistance » dirigé par l'Iran. C'est parce que les États-Unis font preuve de leur hard Power que les acteurs régionaux se tournent vers lui ; eux seuls sont capables d'influencer Israël. Mais en ce qui concerne le rétablissement des relations diplomatiques entre l'Iran et l'Arabie Saoudite en mars 2023, grâce à un accord parrainé par Pékin, Washington était absent. Cela indiquait une perte d'emprise sur Ryadh qui se rapproche de l'axe eurasiatique constitué par la Chine, la Russie et l'Iran. L'Arabie Saoudite et les autres alliés régionaux des États-Unis lui reprochent son manque de soutien militaire, notamment au Yémen, où Ryadh accuse Washington de l'avoir empêché d'éradiquer les Houthis. Ils se rattrapent depuis en les bombardant puisqu'ils menacent la libre circulation en Mer Rouge, ce qui est susceptible de ramener les pétromonarchies du Golfe dans le giron américain.

Roland Lombardi : Aujourd'hui, l'administration Biden est totalement dépassée et n'a

même plus de prise sur les événements et même sur Israël qui ignore allégrement les critiques et les recommandations de retenues de Washington notamment à propos des violentes mais explicables représailles israéliennes sur Gaza après les horreurs du pogrom/razzia lancé par les terroristes du Hamas le 7 octobre dernier.

D'ailleurs, Biden, qui a toujours été un soutien fervent d'Israël, mais très affaibli physiquement (certains diraient sénile), semble gêné aux entournures et paralysé par une administration et un parti démocrate de plus en plus pris en otage par une gauche américaine, toujours plus extrême et influente, souvent pro-palestinienne voire pro-Hamas !

Je dirais même plus, comme je l'ai écrit dans une précédente tribune dans vos colonnes, c'est l'administration Biden qui a aussi une lourde responsabilité dans cette nouvelle et tragique guerre à Gaza ! Je m'explique.

Au-delà de l'idéologie mortifère des islamistes et des Frères musulmans (le Hamas en est la branche palestinienne), l'une des principales origines de l'attaque du 7 octobre sur Israël est le financement de l'organisation terroriste palestinienne qui lui permet d'alimenter ses guerres. Cette dernière reçoit d'abord, on le sait, ses aides du Qatar, de l'Iran, mais également des nombreuses aides humanitaires et budgétaires de l'Occident (surtout européennes et américaines) qui sont, et tout le monde le sait, massivement détournées au profit de l'organisation islamiste à Gaza et ailleurs. Voir la polémique actuelle autour de l'Unrwa, l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens...

Vous pouvez être l'organisation la plus fanatique qui soit, si vous n'avez plus de financement, vous ne faites pas long feu !

Or, de retour aux commandes à Washington, les démocrates, par idéologie et un anti-trumpisme primaire, ont eu comme seule politique dans la région de déconstruire celle réaliste de Trump ! Au-delà de critiquer officiellement les autocrates de la région comme MBS, MBZ ou Sissi, les « dictateurs préférés de Trump » (dont ils ont à présent honteusement besoin pour essayer de régler le conflit de Gaza), ils ont surtout rouvert les vannes des aides financières américaines, sans contrôle ni garantie. À l'inverse justement de Trump qui lui les avait totalement coupées, ayant compris la vraie source de ces guerres. Car sans argent pas de guerre !

Rappelons aussi les efforts de Joe Biden pour réintégrer l'accord sur le nucléaire iranien et la levée discrète de certaines sanctions visant certains responsables iraniens. Ils n'ont été, au vu des piètres résultats obtenus, qu'une série de concessions unilatérales, stériles et humiliantes envers l'Iran, le plus grand soutien du Hamas, du Hezbollah, des milices pro-

iraniennes en Irak et des Houthis. Notons également qu'à la fin de 2020, toutes ces organisations étaient dans une situation très difficile car elles ne recevaient plus les subsides de l'Iran du fait de la politique de Trump citée plus haut.

De toute évidence, les « bons gestes » de Biden n'ont été, au final et indirectement, qu'un second souffle pour Téhéran et ses proxies. Cerise sur le gâteau, si j'ose dire, l'administration démocrate avait également, dès 2021, stoppé net (sûrement pour amadouer l'Iran dans les négociations) la grande et inédite enquête lancée sous l'administration précédente par les services spéciaux américains sur les financements du Hezbollah issus du narcotrafic mondial ! De même, les démocrates ont retiré les Houthis de la liste noire américaine des organisations terroristes sur laquelle Trump les avait inscrits ! Aujourd'hui, l'organisation yéménite et les milices pro-iraniennes en Irak, revigorées, multiplient leurs attaques contre les intérêts américains !

Ni la Russie ni la Chine ne semblent vouloir prendre réellement la place laissée par les Américains ? En conséquence, quel est l'avenir diplomatique de la région ?

Fabrice Balanche : Au contraire, la Russie et la Chine souhaitent dominer le Moyen-Orient pour ses richesses en hydrocarbures et sa position de carrefour stratégique. Nous sommes dans une confrontation mondiale entre l'Occident et la troïka eurasiatique, le Moyen-Orient constitue l'épicentre de l'axe de crises. Les Iraniens parviendront sans doute à chasser les troupes américaines du Levant, mais elles restent solidement installées dans le Golfe persique et la flotte américaine patrouille de Suez à Ormuz. Cependant, nos alliés ont pris leurs distances, car ils ont perdu confiance dans la puissance et la parole américaine : les velléités isolationnistes de Donald Trump ne sont pas rassurantes. Il est donc probable que les pays du Moyen-Orient s'éloignent davantage des Occidentaux. Ce n'est pas l'Union Européenne, un nain politique, qui peut remplacer les États-Unis dans la région. L'adhésion de l'Arabie Saoudite, de l'Iran, des Émirats arabes unis, de l'Égypte et de l'Éthiopie au BRICS, le 1er janvier 2024 témoigne de l'offensive diplomatique de l'axe eurasiatique pour soustraire ces pays à l'influence occidentale.

Roland Lombardi : Si les Chinois et les Russes laissent pour l'instant les Américains s'épuiser, se discréditer et s'empêtrer dans le guêpier israélo-palestinien, je ne pense vraiment pas que Moscou et Pékin délaissent pour autant la région. Bien au contraire, leur influence ne cesse de grandir. N'oublions pas qu'il y a deux des nouvelles Routes de la soie chinoises qui passent par cette zone (mer Rouge et Golfe persique) et que la Chine avait été à l'initiative du rapprochement entre Iraniens et Saoudiens, afin qu'aucun trouble régional ne vienne contrarier l'approvisionnement des hydrocarbures dont Pékin a tant besoin. De même, notons que depuis janvier dernier, sans pour autant rompre totalement leurs liens avec

Washington, trois pays de la région, et non des moindres, l'Égypte, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, ont rejoint les BRICS ! Comme l'Iran ! Tous soutenus dans leurs adhésions par le Kremlin !

Espérons qu'un bien sortira de cet ultime et dramatique épisode du conflit israélo-palestinien. Et si les États-Unis n'y seront pas pour grand-chose, la Chine et la Russie ne seront pas bien loin, étant donné que pour la première fois dans l'histoire et à l'inverse des Occidentaux, ces deux puissances étrangères, pour leurs seuls et propres profits, n'ont aucun intérêt à une déstabilisation pérenne et dangereuse de la région...